

ÉGYPTÉ

Les Frères musulmans seront associés à la transition

Les autorités égyptiennes ont assuré samedi que les membres des Frères musulmans, la confrérie du président déchu Mohamed Morsi, n'ayant pas commis de violences pourraient participer à la transition dans le pays.

«Quiconque, issu ou non des Frères musulmans, voulant rejoindre la marche pacifique des Égyptiens vers le futur est le bienvenu», a déclaré Moustapha Higazy, conseiller du président par intérim Adly Mansour, nommé par l'armée après la destitution de M. Morsi le 3 juillet. Ils pourront participer à la transition «en tant que citoyen égyptien», a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse au Caire. L'Égypte «accueille toutes les parties», a-t-il dit, à condition de n'avoir commis «aucun acte terroriste». De son côté, le Premier ministre Hazem Beblawi a assuré qu'il n'y aurait «pas de réconciliation avec ceux qui ont du sang sur les mains et ont violé la loi», alors que les autorités multiplient les accusations de «terrorisme» à l'encontre des Frères musulmans. La confrérie, réprimée et longtemps maintenue dans l'illégalité, avait pu former pour la première fois un parti politique après la révolte populaire qui a renversé le président Hosni Moubarak début 2011.

Ces déclarations sont intervenues juste après que les partisans du président islamiste Mohamed Morsi retranchés dans une mosquée du centre du Caire ont été évacués. Les forces de l'ordre peinaient toute-

fois à prendre le contrôle du minaret de la mosquée Al-Fath, depuis lequel, selon l'agence de presse gouvernementale Mena, des tireurs avaient ouvert le feu sur les forces de l'ordre. Mais plus aucun tir ne résonnait en fin d'après-midi, ont assuré les sources de sécurité.

La police a lancé l'assaut dans l'après-midi contre cette mosquée où s'étaient retranchés de nombreux islamistes, assiégés depuis vendredi soir par les forces de l'ordre, au quatrième jour de heurts ayant fait plus de 750 morts. L'état d'urgence et un couvre-feu nocturne sont en vigueur en Égypte, devenue un véritable champ de bataille depuis la dispersion dans le sang mercredi au Caire des campements de partisans du président islamiste déchu Mohamed Morsi, destitué et arrêté par l'armée le 3 juillet. Un journaliste de l'AFP présent au moment de l'assaut a vu les policiers commencer à sortir de force sept ou huit hommes, mais la foule de résidents en colère les a frappés à coups de bâtons et de barres de fer.

Au plan international, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a fustigé samedi le Conseil de sécurité de l'ONU, l'Union européenne et l'Organisation de la coopération islamique (OCI), leur reprochant de ne pas avoir condamné la répression contre les manifestants islamistes. «Je le dis très clairement, le Conseil de sécurité des Nations Unies n'a plus le droit de se regar-



Photo : Df.

der dans un miroir, tellement il a honte, car il n'a pu condamner ce qui se passe en Égypte», a déclaré Erdogan lors d'une cérémonie de réaménagement urbain à Bursa, dans le nord-ouest de la Turquie. «Je dis la même chose pour l'Organisation de la coopération islamique et l'Union européenne», a poursuivi le Premier ministre turc.

Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU se sont contentés de souhaiter jeudi, à l'issue de consultations sur la crise en Égypte, que «les parties en Égypte fassent preuve d'un maximum de retenue». La Turquie a opté pour un ton très ferme pour réagir à la répression menée par les forces

de sécurité égyptiennes contre des rassemblements du président islamiste destitué Mohamed Morsi. Cette répression qui a fait depuis mercredi des centaines de morts a été largement dénoncée par les pays occidentaux. La Turquie a rappelé son ambassadeur au Caire, ce à quoi l'Égypte a riposté par le rappel de son ambassadeur en poste à Ankara.

M. Erdogan, chef du Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, avait fortement renforcé les liens entre son pays et l'Égypte sous la présidence de Mohamed Morsi, élu en juin 2012, Ankara ayant fait du Caire l'un de ses partenaires privilégiés dans sa stratégie d'influence régional. En Libye, le consulat d'Égypte à Benghazi a été visé samedi par une attaque à l'explosif sans faire de victime, a déclaré à l'AFP un responsable des services de sécurité libyens faisant état de légers dégâts matériels. «Un engin explosif a été jeté par des inconnus à bord d'un véhicule contre le consulat d'Égypte à Benghazi sans faire de victime», a indiqué le porte-parole de la sécurité de cette ville de l'est de la Libye Abdallah al-Zayedi. Il a ajouté que l'explosion a provoqué l'effondrement d'une partie du mur d'enceinte du bâtiment et causé de légers dégâts sur des voitures stationnées devant le consulat.

Selon lui, les services de sécurité ont reçu des signalements du véhicule et se sont lancés à sa poursuite.

SYRIE

Au moins 18 morts dans des affrontement entre Kurdes et groupes armés

Au moins dix-huit personnes ont été tuées dans le nord de la Syrie, au cours d'une nouvelle offensive menée par des groupes armés liés au réseau terroriste Al Qaïda contre les régions à majorité kurde, poussant de nombreux habitants à fuir, a indiqué samedi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

L'assaut visait à reprendre Ras al-Aïn, une ville stratégique reprise en juillet aux groupes armés par les Kurdes. Cette région a été abandonnée l'an dernier par l'armée régulière aux combattants kurdes, selon l'OSDH. Un infirmier et un ambulancier du Croissant-Rouge kurde, ainsi que cinq combattants kurdes et 11 hommes armés ont trouvé la mort dans les combats, a précisé l'ONG. Dans la province de Homs (centre), des rebelles ont attaqué un poste de contrôle d'une milice pro-régime, tuant six civils et cinq miliciens, selon la même source. L'agence officielle Sana a, pour sa part, affirmé que toutes les victimes étaient des civils. Vendredi, les violences ont fait au moins 182 morts en Syrie, selon le bilan quotidien de l'OSDH.

Seize personnes, dont quatre enfants, ont ainsi été tuées par des obus de l'armée dans le quartier d'Al-Kalassé, à Alep. Alors que la guerre en Syrie ne connaît aucun répit, le nombre de réfugiés inscrits au Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés (UNHCR) ou qui attendent d'être enregistrés s'élevait à la mi-août à 1 911 282, dont 684 219 au Liban, a indiqué un rapport hebdomadaire du HCR rendu public samedi. Après 28 mois de conflit et plus de 100 000 morts, près d'un Syrien sur quatre a ainsi fui en raison des combats.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Maroc interdit aux étudiants sahraouis d'accéder aux filières scientifiques

Les étudiants sahraouis sont «interdits» d'accès à «la plupart» des filières scientifiques dans les universités marocaines, a dénoncé hier à Boumerdès, la ministre de l'Éducation et de l'Enseignement de la République arabe sahraouie démocratique (Rasd), Meriem Essalek Hamada.

«La plupart des filières scientifiques dans les universités marocaines comme la biologie, la chimie et la physique, sont interdites aux étudiants sahraouis», a indiqué à l'APS M^{me} Essalek Hamada, en marge des travaux de l'université d'été des cadres de la Rasd, ouverte mercredi dernier. La ministre a également déploré «l'interdiction absolue» aux

Sahraouis de bénéficier des formations dispensées par les académies militaires marocaines, notamment «tout ce qui a trait au domaine de l'aviation». Face à ce «refus systématique», les étudiants sahraouis se retrouvent contraints de s'inscrire dans les facultés des sciences sociales et humaines, a-t-elle fait savoir. Ces étudiants, a-t-elle dit, «s'inscrivent dans les facultés de droit et des sciences politiques dans l'espoir de pouvoir servir, un jour, la cause de leurs concitoyens qui sont victimes de divers dépassements de la part de l'occupant marocain». Elle a dénoncé aussi les «pressions» exercées par les autorités marocaines sur «les élèves sahraouis dès qu'ils accèdent au cycle primaire, dans le but de les empêcher d'arriver aux

études supérieures». «Le Maroc considère qu'un Sahraoui instruit est un danger pour son existence de colonisateur», a-t-elle expliqué. La ministre a indiqué, par ailleurs, que les universités algériennes accueillent «entre 85 et 90%» des étudiants issus du Sahara occidental, ajoutant que d'autres jeunes Sahraouis poursuivaient des formations en Espagne et à Cuba, grâce aux bourses octroyées par ces pays.

Ouverts mercredi à l'université M'hamed-Bouguerra, les travaux de l'université d'été de la Rasd se poursuivront jusqu'au 25 août courant en présence de cadres sahraouis, de représentants de la société civile algérienne et d'organisations internationales de soutien aux droits et à la cause sahraouis.

IRAK

Douze membres des forces de sécurité tués dans des attentats terroristes

Douze policiers et soldats ont été tués hier par des hommes armés en Irak, théâtre d'une flambée de violences que les autorités ne parviennent pas à stopper malgré d'importantes opérations de sécurité.

A Madain, au sud-est de Bagdad, des insurgés ont ouvert le feu sur un poste de l'armée, avant l'aube, tuant cinq soldats, dont un lieutenant colonel, et en blessant trois, selon la police et une source médicale.

Vers 7h30 (04h30 GMT), des insurgés ont par ailleurs tué quatre policiers qui achetaient de la glace, près de Tikrit, au nord de Bagdad, selon des responsables. Les forces de sécurité achètent régulièrement d'importants blocs de glace qu'elles distribuent aux points de contrôle proches afin de faire face à la chaleur étouffante de l'été. Enfin, trois soldats ont péri dans l'attaque de leur patrouille dans le secteur instable de

Mouqdadiyah, dans la province de Diyala, également au nord de la capitale. Aucun groupe n'a revendiqué ces attaques, mais des insurgés sunnites liés à Al-Qaïda et hostiles au gouvernement irakien, dominé par les chiites, mènent régulièrement des attentats de ce type.

Par ailleurs, un camion piégé a explosé sur un parking du port de commerce d'Umm Qasr, dans le sud de l'Irak, blessant trois personnes et endommageant un bateau et plusieurs camions. La violence a nettement augmenté cette année dans le pays, parallèlement à la montée de la colère dans la communauté sunnite, qui a entamé en décembre des manifestations pour dénoncer notamment les discriminations dont elle s'estime victime de la part du gouvernement. Les forces de sécurité mènent ces dernières semaines des opérations parmi les plus importantes depuis le retrait en 2011 des

troupes américaines, pour endiguer la pire vague de violences qu'ait connue l'Irak depuis 2008. Ces opérations, qui se déroulent dans plusieurs provinces, ont été lancées à la suite de l'évasion de centaines de détenus, dont des chefs d'Al-Qaïda, après un spectaculaire assaut en juillet mené contre deux prisons par un groupe lié au réseau extrémiste. Samedi, le porte-parole du ministère de l'Intérieur a annoncé qu'un haut responsable présumé d'Al-Qaïda, dont il n'a pas révélé l'identité, avait été tué par les forces de sécurité à Tikrit et que deux de ses aides avaient été arrêtés. Le Premier ministre Nouri al-Maliki a promis de poursuivre cette campagne. Selon lui, plus de 800 activistes présumés ont été arrêtés et des dizaines d'autres tués lors de multiples raids pour tenter de mettre un terme aux violences, qui ont fait plus de 3 480 morts depuis le début 2013, selon des chiffres compilés par l'AFP.